

J.-P. Sueur et l'université : « Combien de millions d'euros allons nous perdre ? »

■ IUT, Polytech', etc. : le sénateur s'inquiète du peu de réalisations en cours.

« Université d'Orléans : combien de millions d'euros allons-nous perdre ? » Tel était le thème d'une conférence de presse donnée hier par Jean-Pierre Sueur, sénateur socialiste et conseiller municipal d'opposition. Réponse de l' élu : « 20 millions. »

Il estime « préoccupante » la situation du contrat de plan État-région 2001-2006 révisé en janvier 2004, d'autant qu'un rapport national fait état, globalement, pour 2004, d'un possible gel de crédits de 40 % des montants initialement alloués par l'État pour l'enseignement supérieur — il en a d'ailleurs parlé au Sénat hier après-midi. « On est dans un contexte où l'on a un grand doute sur le fait de

financer des engagements », explique-t-il.

Du coup, il accepte d'autant moins que des travaux prévus au niveau de l'université d'Orléans traînent, alors que d'autres villes de la région utilisent leurs crédits. Au total (État, région, autres), 7,62M € étaient prévus pour le transfert de la fac de lettres sur Dessaux, projet finalement abandonné en mai.

« Il se dit dans les sphères informées qu'on ne dépensera pas cet argent », affirme l' élu qui a toujours été contre ce projet. La somme ne servirait donc pas à l'édification de résidences universitaires désormais prévues à Dessaux. Et pas non plus pour la construction d'un troisième site de Polytech' au CNRS, prévu dans le contrat de plan en 2001 puis supprimé pour mettre des crédits sur le transfert de la fac de lettres.

Dans la version initiale, Polytech' devait d'ailleurs percevoir

plus de 7M €, en comptant, en plus, une extension du site Galilée (où se trouve l'ESPEO, école d'électronique et d'optique) et la restructuration du site Vinci. « En décembre 2004, il ne se passe toujours rien et le contrat de plan arrive à terme en 2006. » Et de fustiger l'Agglo, maître d'ouvrage.

IUT : « Le site Madeleine, c'est une utopie ! »

Jean-Pierre Sueur tire également « la sonnette d'alarme » sur l'institut universitaire de technologie, dont la première tranche de rénovation était prévue pour 6,1M €. Une question « de sécurité publique » car le bâtiment est de type Pailleron. « On a les crédits depuis 2000. Le dossier d'expertise date de septembre 2002. Si ça ne se fait pas, c'est la faute à qui ? On est dans l'incertitude la plus totale parce que la ville d'Orléans se pose la question de mettre l'IUT sur le site de l'hôpital Madeleine. Mais

Madeleine, c'est une mauvaise piste, une utopie, une impasse ! Ce ne serait pas avant 2013-2015, or l'IUT est un Pailleron ! Il faut vite prendre une décision. On ne va pas geler le développement de l'université pendant 10 ans ! » Dernier exemple de retard : la maison de l'étudiant (3,4M €), dont la maîtrise d'ouvrage revient à l'État : « Il n'y a rien. »

Conclusion : « Cela fait 20M € de travaux pour l'université qui auraient pu être en cours aujourd'hui si on en avait eu la volonté. On est devant une telle inertie que, dans une période ou les crédits se rétractent, on perd la mise par rapport à d'autres villes de la région. Je n'en veux ni à la région, ni au conseil général (qui est maître d'ouvrage de la fac des sports qui sera bien livrée en avril), ni au nouveau président de l'université. Mais profitons justement de l'arrivée de M. Guillaumet pour se ressaisir. »

Anne-Marie Coursimault.